

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 55 (1982)

Heft: 4

Artikel: Urbanisme : le colloque de Morat (13-15 janvier 1982)

Autor: Csillaghy, Joseph

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-128433>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Urbanisme :

Le colloque de Morat (13–15 janvier 1982)

La ville, expression de dialogue et de conflit

Dès 1980, la Suisse a adhéré à la proposition du Conseil de l'Europe de lancer, dans les pays membres une « Campagne européenne pour la renaissance de la cité », dont l'objectif était de provoquer une prise de conscience des problèmes urbains par les habitants et par les autorités compétentes. Un Comité national a été créé à cet effet¹ et la campagne fut ouverte en début de 1981 par le Conseiller fédéral Kurt Furgler, alors président de la Confédération.

La contribution des EPF à cette campagne était le *Colloque de Morat*. Patronné par le professeur Maurice Cosandey, président du Conseil des Ecoles polytechniques fédérales, le colloque était mis en place par un Comité d'organisation composé de membres des deux écoles². Il représentait la dernière manifestation publique en Suisse de la campagne.

Le colloque s'est dès lors organisé autour de la dichotomie centrale dialogue/conflit et avait pour but de dégager :

- une description des multiples facettes des problèmes urbains
- les explications relatives aux problèmes identifiés
- certains principes d'action propres à stimuler une véritable politique urbaine. Quels sont les résultats de ce colloque? On peut procéder à un inventaire par rapport à ces objectifs.

La dégradation de la ville

D'abord, la description. Les orateurs et contradicteurs³ étaient d'accord qu'en matière urbaine il y a dégradation sensible. Cette constatation était, certes, nuancée selon les sujets abordés : les uns qui voient en cette dégradation la mort du passé qu'on peut regretter, mais qui est inéluctable.

Les autres pensent que malgré les difficultés, la ville est bel et bien vivante et qu'il convient d'arrêter le processus de dégradation.

Les mots utilisés par les intervenants pour qualifier cette dégradation montrent que celle-ci ne peut pas être définie techniquement. On a entendu des expressions telles que «schizophrénie», «pollution», «circulation», «malaise social», «rupture des communications humaines», «ville-aggrégat», «non-structure». De plus, pour définir l'évolution des agglomérations modernes, des thèmes tels que suburbanisation, réurbanisation, désurbanisation, etc.,

ont été évoqués ou analysés. Ces notions sont relativement neuves et évoquent les « multiples facettes » des problèmes urbains récents.

La dégradation ainsi identifiée se manifeste à travers *les conflits* qui deviennent de plus en plus fréquents et de plus en plus durs. Dans l'optique d'une évolution harmonieuse, les conflits ont un caractère perturbateur qu'il convient de prévenir ou d'éliminer.

Pour d'autres orateurs, les conflits font partie intégrante de la société : sans conflit, la ville est morte ; sans conflit, on se trouve sous l'emprise d'une dictature.

En fait, *seuls certains conflits* sont vitalisants, structurant la société, qui font progresser la société. D'autres conflits sont des intrigues, des oppositions de personnes ou de clans qui ne mènent à rien et qui font *régresser* la société.

Le poids de l'économie

Pour ce qui concerne *l'analyse des causes* de cet état de fait, plusieurs éléments ont été présentés par les intervenants.

Parmi ces éléments explicatifs figure en première place l'expansion, la croissance économique dont nous avons bénéficié depuis la guerre. Cette expansion a confirmé la prédominance de la notion de la *rationalité* dans l'ensemble de l'environnement construit. Cette rationalité — lorsqu'on parle de rentabilité ou d'analyses coûts/bénéfices — ne favorise pas nécessairement la création d'œuvres charismatiques. Elle sert aussi de prétexte ou d'alibi à la laideur qui s'introduit dans nos villes. C'est elle dont se réclament les créateurs d'ouvrages barbares et sans beauté.

L'aménagement du territoire, en particulier urbain, n'y peut rien. Le pouvoir économique inscrit autoritairement ses intentions dans les villes avant même que ces réalisations puissent être discutées au niveau des autorités ou à celui des populations.

Le rôle de la technique

Le deuxième élément explicatif de la dégradation des villes est le développement inadapté de la technique conçue d'abord pour améliorer la condition de vie des citadins (au plan de l'hygiène, du confort, des transports, etc) ; elle dénature la ville en devenant élément structurant. Elle éloigne les hommes, les uns des autres et de la nature.

Dès lors, il y a une relation intime entre la technique et l'urbanisation, et cette dernière ne peut être étudiée sans réf-

rence permanente à la technologie. Ces observations ont amené les orateurs à soulever le problème des relations entre le pouvoir et le savoir. Ce dernier est-il un outil neutre ou est-il un élément intégrant du pouvoir?

Nomades et sédentaires

Après l'économie et la technique, le troisième groupe d'explications est de nature socio-politique. La ville dispersée cesse d'être un lieu géographique clairement déterminé : la ville est partout où s'exerce l'activité humaine. La ville devient un aggrégat au lieu d'être une structure. Dans ce monde déstructuré apparaît la double nature sédentaire et nomade de l'homme (schizophrénie), déstructuration dont profite la barbarie qui apparaît sous couvert de la rationalité.

Explication socio-politique encore est le changement des lignes de partage entre les acteurs de la société. A la lutte des classes traditionnelles — telle qu'elle a été décrite par les auteurs du XIX^e siècle — se substituent des luttes dont on ne peut guère définir les contours. Protecteurs de la nature, jeunes, « alternatifs », groupes de femmes, piétons, consommateurs, locataires, etc. se lancent dans des actions d'éclat, plus ou moins pacifiques. Ces luttes peuvent être considérées comme étant le reflet de l'opposition entre l'usager-consommateur et la technocratie.

Dans une telle société, la difficulté est grande, voire insurmontable de former et d'exercer une volonté politique. Le plan est inscrit dans les faits et non

¹ Présidé par M. Urs Widmer, syndic de Winterthour.

² Professeurs Michel Bassand (EPFL), Alin Décoppet (EPFL), Alexander Henz (EPFZ), Franz Oswald (EPFZ), M. Alain Garnier (EPFL) et le soussigné.

L'organisation du colloque était assurée par l'IREC, dont on rappellera les efforts de M^{lle} Hirschi et M^{me} Gendroz, secrétaires, ainsi que le service technique de l'EPFL.

³ Les orateurs étaient : prof. Alberto Camenzind, prof. Michel Bassand, M. Hans Bösch, prof. Marcel Jufer, prof. André Corboz, M. Angelo Rossi, prof. Jean-Marc Lamunière. Les contradicteurs : prof. Riccardo Jagmetti, prof. André Rezler, prof. Jean-Claude Deschamps, M. Hermann Burger, prof. Jacques Vicari, M. Pierre Andrey, M. Uwe Schubert, prof. Raymonde Moulin et M. F. Vuillomenet. Comme nous ne disposons pas encore des textes définitifs de tous les orateurs et contradicteurs, les intervenants ne seront pas cités nommément par la suite.

dans les textes par ceux qui exercent le pouvoir réel, notamment le pouvoir économique au niveau international, les décisions y relatives étant prises loin des villes et des régions concernées. A cela s'ajoute que pour des raisons déjà évoquées, la méfiance du citoyen vis-à-vis de ses autorités va en croissant, ce qui augmente encore la difficulté de la coordination et de la mise en œuvre d'une politique.

Faire participer les habitants

Quant aux solutions, enfin, le Colloque de Morat n'avait pas la prétention de donner des recettes magiques. Plus modestement, il s'est dégagé une volonté de mieux connaître la ville, définir et identifier ses tendances de transformation, sa nature; comprendre mieux les rôles sociaux que jouent les divers individus, les groupes sociaux ou économiques.

En même temps, les intervenants ont mis en évidence — en attendant une nouvelle conception urbaine — des devoirs qui nous concernent en premier lieu et qui vont dans le sens d'une plus grande ouverture.

Ainsi, au niveau *social*, il faut favoriser le développement de la participation qui est une nouvelle forme de démocratie mais qui n'a pas encore dégagé de doctrine. L'entrée en jeu de nouveaux acteurs qui vont amender les méthodes de gestion urbaine est absolument nécessaire. Ces innovations peuvent, à terme, compléter la démocratie directe et parlementaire. C'est dans le même sens qu'était réclamé le développement de nouveaux instruments de coordination au niveau institutionnel.

L'individu, en sa qualité d'acteur principal est aussi réapparu. Tout en s'interrogeant sur la nécessité de clarifier la relation entre l'individu et la société,

celui-ci devrait être la base de la restructuration inéluctable des villes. Rechercher, au niveau des relations humaines le contact et la communication directe permet de placer l'individu au centre des préoccupations.

Le rôle, la responsabilité des planificateurs — en particulier celui des architectes — a aussi fait l'unanimité. Il y a une «nécessité urgente de retrouver la longue durée et de renoncer à la conception synchronique qui réduit le temps à l'espace et rend la ville incompréhensible». Des lieux charismatiques, signes de l'histoire de la ville permettant à l'individu de trouver son identification dans la ville. Mais «l'architecture pourrait-elle participer à la forme urbaine en ouvrant et en générant, pour ainsi dire, sa structure?».

Joseph Csillaghy,
professeur, IREC



● Produit suisse éprouvé
● Gain de temps, montage précis
● Prix extrêmement avantageux

Chauffage par le sol

Unitherm AG, Ueberlandstrasse 465, 8051 Zurich, téléphone 01 / 40 34 34



au service de tous
Société de Banque Suisse 



Aucun système de chauffage ne se rapproche autant du profil de températures idéal que le chauffage par le sol. Aucun système de chauffage par surfaces étendues ne dispose d'autant d'expériences et ne peut offrir autant de sécurité que le



MULTIBETON

Représentation générale Suisse, Liechtenstein, Italie: **Gründer AG** 8205 Schaffhouse · 053 3 21 82